

CYBERATTQUES À L'ÉDUCATION NATIONALE

LES PERSONNELS NE PAIERONT PAS LE PRIX DU DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT !

Les cyberattaques qui touchent l'Éducation nationale et les dysfonctionnements persistants de ses systèmes d'information ne sont pas une simple affaire technique. Ils sont aussi le révélateur d'années de suppressions de postes, de réduction des moyens, de fragilisation des services publics et d'externalisation des missions.

Pendant que l'administration exige la continuité du service public, ce sont une nouvelle fois les personnels qui en paient le prix : applications indisponibles, accès bloqués, problèmes d'authentification, données à reprendre, dossiers qui s'accumulent, procédures de contournement et retards à résorber, et la liste est encore longue...

QUAND LES OUTILS NE FONCTIONNENT PLUS, LE TRAVAIL, LUI, NE DISPARAÎT PAS : IL EST TRANSFÉRÉ SUR LES AGENTS.

Cette situation entraîne une intensification du travail, une surcharge des services et une dégradation des conditions de travail. Le SPASEEN-FO refuse que les personnels soient sommés de compenser indéfiniment les carences de l'administration. Il est inacceptable que les agents subissent des pressions permanentes pour rétablir au système défaillant.

ASSEZ DE FAIRE PAYER LES AGENTS !

La réponse aux cyberattaques ne peut pas être une nouvelle dégradation du service public ni une fuite en avant vers davantage d'externalisation. Le SPASEEN-FO exige la transparence sur les prestataires intervenant dans les systèmes d'information : qui intervient ? Qui accède aux données ? Où sont-elles hébergées ? Quelles missions sont externalisées ? Quelles compétences ont été retirées aux services de l'État ?

La sécurité des données des personnels, des élèves et des familles relève d'une mission régalienne. L'État doit reprendre et conserver la maîtrise de ses systèmes d'information, de ses infrastructures et de ses données : renforcement des services informatiques publics, recrutement de personnels qualifiés et réinternalisation de toutes les missions.

DES POSTES, PAS DES SUPPRESSIONS DE POSTES !

Les difficultés actuelles démontrent une nouvelle fois qu'il n'y a ni sécurité informatique, ni continuité du service public, ni conditions de travail acceptables sans personnels en nombre suffisant.

- ▶ le renforcement des services informatiques de l'État et la réinternalisation de toutes les missions ;
- ▶ l'arrêt immédiat des suppressions de postes et de la politique d'austérité ;
- ▶ la création des emplois statutaires nécessaires dans les services administratifs et informatiques ;
- ▶ des investissements publics à la hauteur des enjeux de cybersécurité et des systèmes d'information fiables et sécurisés ;
- ▶ aucune augmentation du temps de travail pour compenser les dysfonctionnements informatiques ;
- ▶ la reconnaissance de la surcharge de travail et l'examen de ses conséquences sur la santé, la sécurité et les conditions de travail.

La cybersécurité ne se résume pas à l'achat à prix d'or, de solutions auprès d'entreprises privées. Elle exige des services publics forts, des personnels formés, suffisamment nombreux et en capacité de maîtriser les outils et les données dont ils ont la responsabilité.

LE SPASEEN-FO REFUSE QUE LES PERSONNELS SOIENT UNE NOUVELLE FOIS LA VARIABLE D'AJUSTEMENT.

**Ce ne sont pas aux agents de compenser les carences de l'administration :
c'est à l'administration de donner aux agents les moyens d'exercer leurs missions !**

**DES POSTES ! DES MOYENS ! DES SERVICES PUBLICS RENFORCÉS !
LA MAÎTRISE PUBLIQUE DES SYSTÈMES D'INFORMATION !
ARRÊT DES SUPPRESSIONS DE POSTES ET DE LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ !
CRÉATION DES EMPLOIS NÉCESSAIRES ! DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC !**